



# FR

Cette action est financée par l'Union européenne

## ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2018  
partie 2 en faveur de la République du Burkina Faso

### Document relatif à l'action « contribution du PIN 11<sup>e</sup> FED du Burkina Faso à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) en soutien au secteur de l'énergie »

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Contribution du PIN 11 <sup>e</sup> FED du Burkina Faso à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) en soutien au secteur de l'énergie CRIS: BF/FED/041-099 financé par le 11 <sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)	
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation</b>	Burkina Faso L'action sera menée à l'endroit suivant: Burkina Faso	
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN) pour le Burkina Faso 2014-2020	
<b>4. Secteur de concentration</b>	Énergie	Aide publique au développement : OUI <sup>1</sup>
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé : 194 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 15 000 000 EUR Autres contributions : 179 000 000 EUR La présente action est cofinancée par les entités et à concurrence des montants indiqués dans la réserve indicative de projets présentés en annexe de la présente fiche d'action	
<b>6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre</b>	Modalité de projet : Contribution à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) La présente action relative à ce mécanisme régional de financement mixte sera mise en œuvre en gestion indirecte par les entités indiquées dans les décisions de financement complémentaires qui seront adoptées (si nécessaire) à la fin de la procédure d'attribution des mécanismes régionaux de financement mixte.	

<sup>1</sup> L'aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

<b>7. a) Code(s) CAD</b>	232 – Génération d'énergie – énergies renouvelables 23630 – Transmission et distribution électrique 23210 - Génération d'énergie, ressources renouvelables-technologies multiples			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	Sans objet			
<b>10. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	Ce programme contribuera à l'atteinte des ODD 7 l'accès à une énergie abordable, fiable et durable, ODD 1 par la création des nouvelles opportunités d'emploi, mais aussi aux ODD 3 concernant la santé, l'ODD 4 concernant l'éducation et l'ODD 13, mesures relatives à la lutte contre le changement climatique.			

## RESUME

L'accès à l'énergie est un réel défi pour le Burkina Faso, il reste une des premières entraves au développement économique et social du pays à cause du niveau d'accès très bas (19 %), du coût élevé et de l'irrégularité de la disponibilité du service.

Par ailleurs, il y a aussi une inégalité très importante au niveau de l'accès aux services énergétiques entre le milieu urbain (60 %) et le milieu rural (3,1 %).

En ce qui concerne le développement d'un secteur privé compétitif, le Burkina Faso reste en 2018 l'un des pays les plus problématiques au monde (179/190) en termes de facilité d'accès à l'électricité (« getting electricity »), selon l'exercice *Doing Business* de la Banque mondiale. Ceci impacte sa capacité de croissance, de compétitivité et de création d'emplois.

Dans ce contexte, le président Kaboré a annoncé le programme YELEEN, « lumière » en Dioula, lors de l'inauguration de la centrale photovoltaïque de Zagtoui (cofinancée par l'UE) en novembre 2017. Ce programme vise à faire de l'énergie solaire le cœur de la politique énergétique du Burkina Faso et le moteur de sa croissance économique. Les objectifs du programme sont : accroître l'approvisionnement et l'indépendance énergétiques ; réduire les coûts de l'énergie ; et contribuer à une réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En appuyant le programme YELEEN, l'UE vise à contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois à travers une amélioration de l'accès à une énergie durable, fiable et propre au Burkina Faso, principalement en faveur des populations les plus fragiles et en milieu rural. Les objectifs spécifiques vont permettre de (i) contribuer à la croissance socio-économique et la création d'emplois grâce aux opportunités de développement des entreprises privées qui offre l'énergie, (ii) améliorer les services sociaux pour les populations fragiles grâce à une augmentation du taux d'accès à l'énergie et (iii) augmenter la capacité de production d'énergie renouvelable.

Cette action, en lien avec les engagements internationaux du Burkina Faso dans le cadre de l'agenda d'action Se4ALL et des contributions déterminées au niveau national de l'accord de Paris, s'inscrit dans le cadre de la nouvelle approche portée par le plan d'investissement extérieur et ses trois piliers qui impliquent le renforcement de l'appui à l'amélioration du climat des affaires, l'appui à l'identification et à l'instruction de projets bancables et les investissements en modalité mixage don-prêt (blending).

Cette action consiste en une contribution à l'AIP et comprend deux composantes: (i) densification des réseaux (ii) et électrification rurale. L'agence française de développement (AFD) et la Banque africaine de développement (BAD) ont été pré identifiées comme possibles institutions financières partenaires.

## **1 CONTEXTE**

### **1.1 Contexte national**

Le Burkina Faso reste l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, avec un PIB par habitant de 650 USD (2016). Environ 40 % de ses 18 millions d'habitants vivaient en-dessous du seuil de pauvreté en 2014.

Pour inverser la tendance, la période 2016 - 2020 devrait voir la mise en œuvre du plan national de développement économique et social (PNDES). Ce plan vise à dégager un taux de croissance moyenne de 7,3 % sur la même période.

La réussite de cet ambitieux programme de développement repose en grande partie sur un approvisionnement sécurisé et à moindre coût du pays en énergie électrique et sur un accès accru des populations et des entreprises à l'électricité. L'accès à une énergie abordable, fiable et durable est essentiel à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable - de l'éradication de la pauvreté, de l'amélioration de l'état de santé des populations (moyens de cuisson propres, électrification des dispensaires et des centres de santé), de l'amélioration de l'accès à l'éducation (possibilité de suivre des cours et étudier en soirée), de

l'approvisionnement en eau (accès à l'eau potable), de l'industrialisation et la création d'emploi (des nouvelles opportunités de business) et de l'atténuation du changement climatique.

Le Burkina Faso fait partie des pays du Sahel, enclavés pour la plupart. Certaines régions, surtout dans l'arc frontalier avec le Mali et le Niger, disposent de peu d'infrastructures publiques et sont en manque des services de l'État. La situation sécuritaire s'y est dégradée depuis 2016 avec des attaques récurrentes des forces terroristes.

### **Contexte sectoriel**

Le secteur de l'énergie est caractérisé par un faible taux d'accès à l'électricité, typiquement sahélien, de 19 % et par une inégalité très importante au niveau de l'accès en milieu urbain (60 %) et en milieu rural (3,1 %). De plus, le service électrique souffre d'une grande dépendance vis-à-vis de la production thermique qui est insuffisante, coûteuse et lourde en termes d'émission de CO<sub>2</sub>, de la seule interconnexion électrique actuellement en service (avec la Côte d'Ivoire) et des pertes dans la distribution d'électricité.

Dans ce pays enclavé, ne disposant d'aucun gisement d'hydrocarbure et au potentiel hydroélectrique faible, la production énergétique (puissance nominale installée de 355 MW) est basée principalement sur une production thermique (88 %) ainsi que sur une faible partie hydraulique (12 %). La production d'énergie solaire reste marginale, bien qu'elle devrait atteindre 5 % de la production en 2018 après le lancement de la centrale photovoltaïque de Zagtoui (33 MWc) en novembre 2017. Cette centrale a été cofinancée par le PIN 10<sup>e</sup> FED. L'énergie importée (entre 50 et 100 MW pour le moment) provient quasi exclusivement de la Côte d'Ivoire, à un coût très inférieur au coût de production thermique. Elle représente selon les années, entre 30 et 40 % de l'énergie disponible. Cette proportion devrait augmenter avec la mise en service de l'interconnexion électrique avec le Ghana, prévue pour mi-2018 (50 MW pour commencer), aussi cofinancée par l'UE.

Dès lors, le mix de production est très onéreux, avec un coût de revient de 0,18 €/kWh en 2017, quasi égal au prix moyen de vente (0,18 €/kWh). Un équilibre a été atteint récemment après plusieurs années de déficit, grâce à la baisse de prix du pétrole.

L'insuffisance et le manque de fiabilité de l'offre conduisent de nombreux ménages (en zone urbaine et rurale) à recourir à des solutions individuelles. Pour les entreprises, le recours aux groupes électrogènes est souvent indispensable, même s'il augmente fortement les coûts de production. Les petites installations solaires photovoltaïques ont connu une croissance importante au cours des dernières années. L'institut national de la statistique et de la démographie (INSD) estime qu'environ 5 % de la population dépend de systèmes solaires individuels (SHS) et que 12,5 % utilise des lanternes solaires. La qualité et l'origine des équipements ne sont pas encore réglementées, ce qui à terme peut être source de problèmes.

Le pays présente des réseaux de transmission et de distribution assez étendus. Environ 63 % de la population vit dans un rayon de 15 km du réseau électrique, qui comprend 4 243 km de lignes à moyenne tension et 8 626 km de lignes à basse tension. Le réseau s'étend dans la plupart des régions du centre, sud et de l'ouest.

En zone urbaine, le taux d'électrification atteint 60 % avec des inégalités très fortes ; ainsi de nombreuses villes petites et moyennes et les zones périphériques (habitat informel) des grandes villes ne sont pas raccordées au réseau.

En zone rurale, le taux d'accès n'est que de 3 %. Aujourd'hui, seulement 640 localités sur 7 945 sont électrifiées. Compte tenu de la faible densité du pays, le raccordement des

populations rurales au réseau national interconnecté (RNI) aurait un coût d'investissement puis d'exploitation très élevé qui ne permet pas d'envisager des raccordements massifs et qui pose un problème de viabilité financière, comme démontré par les projets de la facilité énergie Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP)-UE et par les études de la BAD. Des solutions hors-réseaux (mini-réseaux, dispositifs individuels) doivent donc être proposées en s'appuyant sur la génération solaire accompagnée éventuellement de stockage.

Le contexte institutionnel et politique du secteur a évolué positivement. Ceci a été possible grâce à la ferme volonté du gouvernement de reformer la gouvernance du secteur de façon ouverte et moderne, d'augmenter la part d'énergies renouvelables et d'attirer des investisseurs privés, appuyé dans sa volonté par les partenaires techniques et financiers dont l'UE, la Banque mondiale (BM) et l'AFD. En outre, le gouvernement a adopté une nouvelle loi sur l'énergie en avril 2017 qui vise notamment à la promotion des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Cette loi libéralise le marché de production / achat de l'énergie et redéfinit de façon cohérente la gouvernance du secteur et le rôle des différents acteurs institutionnels. Cela a permis d'améliorer le climat des affaires et de renforcer un environnement favorable aux investissements et au développement rural (i.e. à travers des mini-réseaux privés).

Ces réformes sont cohérentes avec la vision du PNDES d'accroître significativement l'accès des populations à l'énergie à l'horizon 2020, d'augmenter le pourcentage d'énergie propre à 30 % du total produit, ainsi que d'améliorer l'efficacité énergétique.

### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

Dans le cadre du plan national de développement économique et social (PNDES), adopté en 2016, le gouvernement burkinabé a fait le choix de faire évoluer son mix énergétique en s'appuyant plus fortement sur les importations, à travers les interconnexions régionales, et sur les énergies renouvelables. Ce choix permettra de baisser le prix de revient, tout en disposant d'une énergie suffisante par rapport à l'évolution de la demande.

Outre la ligne d'interconnexion avec le Ghana, qui a été mise en service en juin 2018, plusieurs interconnexions électriques dans le cadre du système d'échanges d'énergie électrique ouest africain (EEEOA) sont prévues d'ici 2023. Il s'agit notamment de la ligne « dorsale nord » reliant le Nigéria, le Niger, le Bénin et le Burkina Faso. La ligne reliant le Ghana au Mali en passant par Bobo-Dioulasso est en cours d'étude.

Pour répondre à la croissance exponentielle de la demande, le Burkina Faso souhaite également augmenter sa propre production en s'appuyant sur le solaire et le thermique notamment via des producteurs indépendants (partenariat public-privé (IPP), plusieurs contrats en cours de négociation), qui doivent se concrétiser. Elle compte aussi développer des projets d'électrification rurale.

Pour augmenter le taux d'accès, le gouvernement cible le raccordement de villes secondaires au réseau interconnecté.

Le gouvernement a fixé des objectifs très ambitieux en termes d'accès à l'énergie pour 2020 :

- un taux de couverture électrique <sup>2</sup> national de 80 % ;

---

<sup>2</sup> Le taux de couverture est le rapport entre la population vivant dans les localités électrifiées et la population totale du pays.

- un taux d'électrification<sup>3</sup> national de 32 % ;
- un taux d'électrification urbain de 75 % ;
- un taux d'électrification rural de 19 %.

Si ces objectifs paraissent trop ambitieux dans un délai aussi court, ils engagent les acteurs de mise en œuvre du secteur (le Fond de développement de l'électricité / agence burkinabé pour l'électrification rurale (FDE/ABER) et la société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL)) à essayer d'augmenter par tous les moyens le nombre d'abonnés chaque année. Au 31 décembre 2017, la SONABEL comptait 628 111 abonnés, avec 48 896 nouveaux branchements en 2017. L'objectif est de passer à un rythme de 100 000 nouveaux abonnés par an d'ici 2020 pour atteindre un million de clients. Cela nécessite bien sûr du renforcement du réseau, mais aussi d'un appui aux ménages et aux micros et petites entreprises pour le financement des branchements dont le coût est parfois inabordable (entre 30 000 et 300 000 XOF).

L'initiative SE4ALL, dont le Burkina Faso fait partie, a été lancée en septembre 2011. Elle se fonde sur des objectifs définis à l'horizon 2030, dont trois principaux: (I) assurer l'accès universel aux services énergétiques modernes; (II) doubler la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial; (III) doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique. Le Burkina Faso s'est doté d'un plan d'action pour aider à atteindre ces objectifs. Une partie de ces objectifs a été reprise au niveau du PNDES. C'est dans le cadre du PNDES que différents projets structurants ont été identifiés, budgétisés et qui sont planifiés pour être mise en œuvre.

Par ailleurs, le Burkina Faso s'est engagé, dans le cadre des contributions déterminées au niveau national de l'accord de Paris (NDC-National Determined Contribution) sur un premier scénario, dont l'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 7 808 Gg par an en 2030, soit 6 %, grâce à des investissements qui sont en cours. Un deuxième scénario hybride conditionnel viserait à réduire les émissions de 11,6 %, à partir des investissements additionnels de l'ordre de 75 000 000 USD.

Le pays s'est doté d'un plan directeur national de production, transport et distribution et d'électrification rurale 2017 – 2025. Cependant, il doit être décliné davantage. Dès lors, la Banque mondiale a été sollicitée pour opérationnaliser ce plan directeur national intégré. Il devrait être disponible dans le premier semestre de 2019.

Pour la partie qui concerne la SONABEL, le schéma d'investissement national « transport – distribution et d'électrification rurale du secteur » validé en septembre 2017, prévoit des extensions de réseau, notamment pour la partie basse tension.

L'alliance pour le Sahel est une initiative créée en juillet 2017, qui vise à accroître la stabilité et le développement de la région par une meilleure coordination et une mise en œuvre accélérée de l'aide et des projets. L'alliance pour le Sahel se concentre sur six domaines prioritaires.

La présente action est en ligne avec les deux objectifs prioritaires de l'alliance Sahel dans le domaine de l'énergie et avec le document de travail des services de la Commission sur l'énergie durable qui y est lié. Il s'agit du document intitulé « habilitation au développement -

---

<sup>3</sup> Le taux d'électrification est le rapport entre la population desservie et la population totale de la zone.

l'approche stratégique de la coopération énergétique durable dans le développement » qui a été publié en 2017.

Dans le cadre de l'alliance pour le Sahel, les deux objectifs visés sont:

- (i) promotion de l'accès universel à des services d'électricité fiables, durables et modernes. Pour atteindre cet objectif, l'alliance pour le Sahel vise à aider les pays à doubler la population qui aura accès à l'énergie (de 2,2 à 4,4 millions) sur la période 2018-2022 en apportant une attention particulière à l'accès en milieu rural;
- (ii) amélioration de la sécurité d'approvisionnement, en particulier à travers le développement des énergies renouvelables et l'intégration régionale des systèmes électriques. Pour aider à cela, l'alliance pour le Sahel vise à soutenir les pays à doubler les capacités de production installées issues de sources d'énergie renouvelable, en particulier solaire, pour passer de 400 MW environ à 800 MW d'ENR d'ici 5 ans.

Pour sa part, le document intitulé « habilitation au développement - l'approche stratégique de la coopération énergétique durable dans le développement » décrit l'approche européenne de coopération et de développement énergétique visant à soutenir les pays vers une croissance économique alimentée par l'énergie durable. Il s'agit d'atteindre trois objectifs liés: i) remédier au manque d'accès à l'énergie grâce à de meilleures capacités de production et d'interconnexion; ii) augmenter la production d'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique; iii) contribuer à la lutte contre le changement climatique.

Par ailleurs, dans sa modalité de mise en œuvre, cet appui est cohérent avec la nouvelle approche portée par le plan d'investissement extérieur qui préconise l'amélioration du climat des affaires, l'appui à l'identification et à l'instruction de projets bancables mais aussi les investissements en modalité mixage don-prêt (blending). L'AIP et cette action font donc parties du plan d'investissement extérieur.

L'Union européenne a déjà mis une série d'actions en place pour lever les contraintes majeures au niveau du secteur de l'énergie :

- Amélioration du climat des affaires:
  - appui à la structuration du secteur à travers des assistances techniques (AT) aux principaux acteurs sur des sujets variés comme la régulation ou des analyses de prix énergétiques,
  - soutien aux réformes dans le cadre de la nouvelle loi-cadre portant sur la libéralisation du secteur de l'énergie ;
- Identification des nouvelles opportunités dans la complémentarité des investissements existants, notamment :
  - l'extension et la fiabilisation du secteur à travers le cofinancement du raccordement du réseau avec ceux des autres pays de la région, comme la connexion Bolgatanga-Ouagadougou et celle de la Dorsale Nord.

Dès lors, ce projet sera mis en œuvre par l'approche mixage prêts-dons. Ceci devrait permettre d'attirer plus d'investissements dans le secteur, tout en offrant de services de base aux populations et en créant des opportunités d'emploi et de croissance dans des zones périphériques des villes principales et dans les zones rurales. Ceci sera fait à travers l'accès aux services énergétiques dans les zones pas encore connectées, proches des lignes existantes (composante densification), l'électrification rurale de 100 localités par des mini-réseaux

photovoltaïques et l'utilisation des nouvelles technologies pour les systèmes photovoltaïques individuels.

### ***1.1.2 Analyse des parties prenantes***

Trois types d'acteurs sont identifiés, les institutions burkinabés, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. On présente ci-dessous les deux premiers. Les actions des partenaires techniques et financiers sont présentées dans la partie coordination de bailleurs.

#### **Au niveau institutionnel burkinabé**

- ✓ **Le ministère de l'énergie** assure le pilotage du secteur et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'énergie. Il fixe les modalités ainsi que les conditions de financement et de mise en œuvre des investissements.
- ✓ **La société nationale d'électricité du Burkina Faso (SONABEL)** a le monopole du transport et de la distribution de l'électricité sur le réseau national interconnecté. La production a été ouverte à la concurrence mais, à ce jour, la SONABEL est l'unique producteur sur le réseau national interconnecté (RNI). Elle dispose d'un système de gestion performant et ses indicateurs techniques sont bons (pertes globales de distribution de 13 %). Elle est considérée comme une des plus solides sociétés d'électricité de la sous-région.
- ✓ **Le Fonds de développement de l'électricité / agence burkinabé pour l'électrification rurale (FDE/ABER).** Le FDE a pour vocation de se transformer en ABER. Cette dernière est une nouvelle agence mentionnée dans la loi d'avril 2017. Elle a pour vocation de promouvoir une couverture équitable du territoire national en énergie électrique en développant l'électrification rurale à moindre coût. L'UE a développé plusieurs projets innovants d'électrification rurale verte dans le cadre de la facilité énergie avec le FDE.
- ✓ **L'autorité de régulation du secteur de l'énergie (ARSE),** est une autorité administrative indépendante rattachée au cabinet du premier ministre. Elle assure la régulation, le contrôle et le suivi des activités des exploitants et des opérateurs du secteur.
- ✓ **L'agence nationale des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ANEREE)** a été créée en 2016 avant la loi modificatrice du secteur de l'énergie. Elle a pour mission la promotion et le contrôle technique lié aux énergies renouvelables. L'étendue de ses attributions doit encore être clarifiée.

#### **Le secteur privé:**

Le secteur privé burkinabé dans le domaine des énergies renouvelables se caractérise par quelques entreprises pionnières du secteur de la production solaire photovoltaïque en Afrique (plus de 30 ans d'expérience pour l'une d'entre-elles), suivi d'un très grand nombre de petites et moyennes entreprises, surtout dans le domaine de la commercialisation des kits solaires.

La stratégie du gouvernement de s'appuyer davantage sur le secteur privé pour le développement de la production solaire photovoltaïque et l'intérêt des nouveaux bailleurs (Millennium Challenge Corporation (MCC), la Suède) pour le secteur, a aussi un effet d'attraction sur les grandes sociétés internationales présentes dans la sous-région, qui depuis quelques mois sont devenues très actives dans le repérage d'opportunités dans le pays.



### ***1.1.3 Domaines d'appui prioritaires / analyse des problèmes***

Le retard du Burkina Faso en termes d'accès à l'énergie, le niveau de qualité assez limité du service électrique et son coût (l'un des plus chers de la région), impactent lourdement sur son développement économique et social.

Dans un contexte de forte croissance de la population et pour accompagner la croissance économique, le Burkina Faso devrait massivement investir et mener une politique volontariste en termes de production et d'accès.

Le gouvernement a fait le choix d'axer sa politique énergétique sur l'évolution du mix vers une forte augmentation de la part du solaire tant sur le réseau national interconnecté (RNI) qu'en dehors, ainsi que d'augmenter le taux d'électrification rurale. Il s'agit d'un choix guidé par le pragmatisme économique compte-tenu du faible coût de la production solaire et d'une abondante ressource domestique, cohérent avec les engagements pris par le Burkina lors de la COP 21 et qui doit impacter l'ensemble de la politique énergétique du pays.

Au niveau institutionnel, le nouveau dispositif adopté par la Loi n°014-2017/AN du 20 avril 2017 portant sur la réglementation générale du secteur de l'énergie, n'a pas encore trouvé son équilibre. Un nouvel acteur (l'agence des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique-ANEREE) a été créé quelques mois auparavant (octobre 2016). Les décrets d'application de la loi sont en cours d'élaboration pour clarifier la répartition des rôles des uns et des autres.

Une autre inconnue est le rôle que le secteur privé sera amené à jouer pour la production électrique. Plusieurs contrats de partenariat public-privé sont en cours de négociation, notamment pour des grandes centrales solaires. À l'exception d'une centrale solaire mise en service en mars 2018 et dont la production est intégralement dédiée à un site minier (pas de raccordement au RNI), aucun projet porté par un IPP n'a abouti à ce jour.

La présente action va accompagner le gouvernement sur ces enjeux, avec des moyens importants et sur le long terme afin d'engager l'effet transformationnel recherché sur le secteur, sur l'économie burkinabè et sur le rapport des populations à l'énergie.

Cette action vise à attirer et à supporter des investissements dans les régions périphériques du Burkina Faso, notamment celles de l'arc frontalier du Mali et du Niger, caractérisées par des indicateurs de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale, qui souffrent d'un sentiment de marginalisation et d'un déficit d'investissement public. Toute action renforçant le sentiment d'appartenance au collectif national aura un impact positif sur la stabilisation de la zone frontalière. Le raccordement d'une proportion croissante des populations au réseau d'électricité, mais aussi la construction d'unités de production dans ces zones (Dori, Diapaga) sont à la fois des symboles essentiels pour l'État burkinabè, qui démontre ainsi sa capacité à investir au profit des populations de ces zones, mais aussi un enjeu de développement économique et social évident.

Au Burkina Faso, plusieurs éléments sont favorables aux investissements réalisés par des sociétés modernes d'énergie décentralisée. Le pays a un faible taux d'électrification. Il favorise les petits réseaux de distribution en donnant la possibilité d'obtenir des concessions à long-terme et disposer d'un important potentiel en matière d'énergies renouvelables.

Cependant, un certain nombre d'obstacles politiques et institutionnels freinent le développement de mini-réseaux verts dans les zones rurales. Le modèle des coopératives d'énergie locale se fonde sur un financement en continu et des subventions. Elles n'ont pas atteint une masse critique qui puisse leur permettre de devenir financièrement viables, et leurs

capacités techniques sont limitées. Le secteur privé pourrait s'y rajouter pour aider le Burkina Faso à combler une partie de l'écart actuel en matière d'électrification, et à diminuer l'impact financier du secteur de l'électricité sur le budget national. Toutefois, le développement des mini-réseaux en zone rurale nécessitent aborder certaines contraintes en matière, par exemple, d'octroi de licences et concessions.

C'est pour cette raison que l'UE, en parallèle à cet investissement, continuera et renforcera l'importante travail d'assistance technique aux reformes du secteur et de dialogue politique.

## 2 RISQUES ET HYPOTHESES

<b>Risques</b>	<b>Niveau de risque (E/M/F)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Risque politique : un changement de politique peut se traduire par une réduction des priorités pour le projet.	F	Le programme s'inscrit dans le plan d'électrification rurale du pays porté par le président du Burkina Faso. Il est également prévu de le mettre en œuvre en coopération avec le gouvernement.
Sécurité : le pays doit désormais faire face à une dégradation du contexte sécuritaire dans certaines régions du nord du pays, tandis que la capitale a subi plusieurs attentats depuis 2016.	M	L'UE investit dans le secteur de la paix et de la sécurité autant au niveau national qu'au niveau du Sahel, en appuyant la création de la force conjointe.
Risques institutionnels et juridiques: le rôle des différents acteurs n'est pas encore fixé, et leurs capacités ne sont pas suffisantes. Le pays n'a pas de cadre réglementaire finalisé pour attirer les investissements du secteur privé à l'échelle du projet rural.	F	Les textes d'application de la loi d'orientation du secteur de l'énergie sont en cours de finalisation. Lors de l'extension du réseau de distribution, la maîtrise d'ouvrage sera du ressort de la SONABEL et la partie rurale sera coordonnée avec FDE/ABER, qui sont les deux institutions avec une longue expérience dans leurs domaines respectifs. Des AT sont en cours pour renforcer les capacités des acteurs nationaux.
Risques environnementaux et sociaux.	M	Les impacts exacts seront évalués pendant la réalisation des études. Les constructions de centrales photovoltaïques et de lignes électriques pourraient avoir des impacts environnementaux et sociaux non négligeables, qui seront traités selon les procédures de sauvegarde du bailleur concerné.

Risques Financiers : la mise en œuvre réussie de l'approche accélérée phase (2018-2020) implique la disponibilité de fonds pour le développement de projets et d'investissements.	M	L'AFD et la BAD travaillent en partenariat avec les autres partenaires techniques du secteur pour réaliser les projets. Un premier investissement dans le cadre du projet Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA) a déjà accordé pour l'assistance technique, ce qui va créer un environnement plus favorable pour soutenir les investissements pour la partie d'électrification hors réseau.
Participation du secteur privé : la mise en œuvre réussie du programme dépend de la réaction du secteur privé à participer, à investir et à développer des projets. Les risques perçus liés aux investissements destinés à améliorer l'efficacité énergétique peuvent être élevés.	F	Des approches innovantes sont prévues dans le programme, en complément de la mise en place d'un cadre réglementaire clair qui vise à stimuler les investissements. Le programme comporte également d'autres mesures d'incitation financière pour exercer un effet de levier sur les investissements du secteur privé.
Hypothèses: Maintien de la stabilité politique et sécuritaire du pays malgré la lenteur de certaines réformes et la pression de la rue, qui pourrait s'accroître et générer à terme des troubles si la population ne voit pas arriver à court terme les dividendes socio-économiques de la transition démocratique.		

### 3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

#### 3.1 Enseignements tirés

L'UE investit dans le secteur de l'énergie depuis un certain nombre d'années, avec une offre assez complète qui vise: i) le développement de nouvelles sources de génération d'énergies renouvelables à grande échelle (production solaire photovoltaïque), ii) la diversification de sources d'approvisionnement et le soutien à la création du marché régional de l'énergie à travers le financement des interconnexions avec les pays de la région, iii) le développement des énergies renouvelables dans le secteur rural à travers le financement de projets pilotes, iv) l'appui aux réformes du secteur (loi de 2017 qui libéralise la production et la vente de l'électricité), v) ainsi qu'un dialogue continu avec les autorités (ministère et agences) et les partenaires techniques et financiers qui font de l'UE un des acteurs clés dans le secteur.

Compte tenu du succès de l'appui à la production solaire à grande échelle, des investisseurs privés sont intéressés à entrer en partenariat public - privé avec le gouvernement pour la génération et la vente d'électricité solaire. D'autres bailleurs sont aussi intéressés à financer des nouvelles centrales solaires photovoltaïques sous forme de prêt (Banque mondiale) ou de subvention (la banque allemande de développement KfW). Dès lors, il ne semble plus nécessaire de continuer l'appui de l'UE dans ce domaine.

En matière d'investissement pour le développement de nouvelles sources de génération d'énergies renouvelables à grand échelle, l'appui de l'UE à la construction et à l'exploitation de la centrale solaire de Zagtoui s'est avéré important pour plusieurs raisons:

- a. elle démontre la capacité des institutions du pays à gérer un projet de cette envergure et à développer les compétences en énergie solaire à grand échelle;
- b. elle démontre que dans un pays comme le Burkina Faso, avec des coûts de production très élevés, il est possible de produire une énergie propre à moindre coût, ce qui permet d'ouvrir la porte à des investissements privés dans le domaine;
- c. elle est exemplaire en termes de partenariat, autant au niveau européen (des entreprises de plusieurs pays y ont participé) que burkinabé (à travers la sous-traitance de certaines tâches), et en termes de montage financier;
- d. elle permet au pays d'exploiter une ressource locale et abondante.

Pour ce qui concerne le développement des énergies renouvelables dans le secteur rural, l'expérience de la facilité énergie UE-ACP, qui a financé plusieurs projets d'électrification rurale au Burkina Faso, et en particulier des mini-réseaux, montre la nécessité de faire évoluer l'appui de l'UE vers les modalités de mise en œuvre qui visent une participation accrue du secteur privé.

Les projets de la facilité énergie UE-ACP montrent d'un côté l'importance de l'électrification pour le développement socio-économique des zones rurales, mais aussi les limitations du modèle actuel de gestion basé sur les coopératives et qui pourrait être complété par d'autres approches. Cette question fondamentale pour l'évolution du secteur, est abordée de façon spécifique dans le programme YELEEN.

L'UE, par cette action, vise donc à faire évoluer son appui dans l'électrification rurale d'une approche basée principalement sur la subvention, à une approche orientée à supporter et à attirer l'investissement du secteur privé.

Le plan d'investissement extérieur, avec ses trois piliers, rajoute un renforcement de l'appui à l'amélioration du climat des affaires, à l'identification et à l'instruction de projets bancables et les investissements en modalité mixage don-prêt (blending). L'AIP et cette action font donc parties du plan d'investissement extérieur.

### **3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

Les principaux bailleurs sont actuellement la Banque mondiale, l'AFD, la BAD et l'UE. D'autres partenaires ont prévu de cibler l'énergie comme secteur prioritaire, tels la Suède et les États-Unis avec le MCC. Ces deux derniers sont en train de formuler leurs programmes d'appui. Finalement, d'autres bailleurs ont des projets ponctuels, comme la KFW, qui financera la construction d'une centrale photovoltaïque d'une capacité de 40 MW autour de Bobo-Dioulasso.

La coordination de bailleurs se fait dans le cadre de dialogue sectoriel. Cependant, faisant partie d'un cadre beaucoup plus large, il y a eu des difficultés à trouver la bonne formule pour ces échanges. Les partenaires avancent progressivement vers une coordination plus structurée sous la coordination de la Banque mondiale, qui est le chef de file pour le cadre de dialogue sectoriel « transformations industrielles et artisanales », au sein duquel se situe l'énergie. La DUE va néanmoins travailler avec le gouvernement pour l'aider à coordonner davantage les actions de partenaires.

Par rapport aux actions spécifiques du programme YELEEN, on peut relever les actions suivantes par acteur de mise en œuvre :

- la **BAD** met actuellement en œuvre le PEPU (projet d'électrification des zones péri-urbaines d'Ouagadougou et de Bobo Dioulasso) qui consiste en une restructuration, un renforcement et une extension aux zones péri-urbaines des réseaux électriques de distribution dans les deux villes et qui a été approuvé en 2016;
- la **BAD** intervient également dans un projet de renforcement de capacité et d'assistance technique permettant de renforcer la capacité du FDE/ABER à attirer les investisseurs privés sur l'électrification rurale par mini-réseaux. Il s'agit d'une subvention de 1 000 000 USD sous la forme de l'initiative relative à l'énergie durable pour l'Afrique (SEFA).
- la **Banque mondiale** conduit en 2017-2018 une étude visant à évaluer la stabilité globale du réseau burkinabé afin d'évaluer l'effet d'une intégration massive d'énergie solaire intermittente;
- par ailleurs, la **Banque mondiale** vient d'obtenir du système d'échanges d'énergie électrique ouest africain (EEEOA) l'accord pour avancer sur l'étude de faisabilité d'un parc solaire régional de 150 MWc avec le secteur privé qui serait situé au Burkina Faso;
- un projet à exécution rapide financé par l'**AFD** permettra de raccorder au réseau SONABEL, 27 000 ménages et entreprises à travers une campagne promotionnelle de branchements dans les régions du nord, du centre-nord et du Sahel. Ce projet sera exécuté en 2018 et pourra être répliqué dans la composante « accès » de YELEEN;
- l'**TRENA** a sélectionné la boucle du Mouhoun et les Haut Bassins pour accueillir un projet de 16 000 000 USD, qui devrait être financé en partie par le Fond pour le développement d'Abu Dhabi. Celui-ci devrait inclure 3,6 MWc de solaire photovoltaïque. Ce projet assurerait l'électricité à 42 villages (12 000 ménages) grâce à une combinaison d'extension du réseau principal, SHS mini-réseaux et des technologies.

### 3.3 Questions transversales

#### Emploi – Compétitivité - Croissance

Un secteur privé dynamique est le moteur de la productivité, de la croissance économique et de l'amélioration du niveau de revenus. Il est générateur d'emplois et contribue aux taxes et aux services. Pour permettre au secteur privé de remplir pleinement ce rôle, l'établissement d'un climat favorable aux investissements est une condition sine qua non, ainsi que l'accès à l'énergie, qui reste un des freins le plus important au développement des nouvelles opportunités de croissance et d'emplois (Burkina Faso classé 179/190 dans le classement du *Doing Business* 2018 de la Banque mondiale).

Ce projet, en élargissant la couverture de l'électrification rurale, facilite des opportunités de croissance et d'emplois dans ces zones, créant aussi un cadre favorable à la sédentarisation des jeunes. En effet, l'économie burkinabè regorge d'énormes potentialités et de réelles opportunités, notamment : (i) les possibilités de productions agro-sylvo-pastorales, et halieutiques non encore exploitées, (ii) celles de développement de l'agro-industrie, des industries de services et de l'énergie solaire, et surtout (iii) de la jeunesse.

#### Environnement – Changement climatique

L'action, visant principalement la génération d'électricité par énergie solaire et la baisse de consommation, n'aura probablement pas d'externalité environnementale locale négative. Les

études détaillées permettront de vérifier les impacts environnementaux de façon plus précise. Des mesures d'atténuation seront prévues si nécessaire. Tout particulièrement, il sera demandé aux institutions financières de considérer dans les études d'impact environnemental la gestion de fin de vie des équipements.

Un bilan carbone sera calculé afin d'établir clairement l'impact climatique de l'action. L'usage de l'électricité des nouveaux raccordements viendra en partie en substitution d'autres sources d'énergie (pétrole lampant par exemple). La production d'énergie solaire des centrales de la présente action viendra contribuer à augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du Burkina, en lieu de l'alternative en énergie thermique fortement carbonée.

L'action, par contre, contribuera à renforcer la capacité de résilience et d'adaptation des populations fragiles grâce à l'accès à l'énergie (par exemple, possibilité de conserver les médicaments, d'étudier la nuit, et d'accéder à de nouvelles opportunités d'emploi, y compris dans l'agriculture).

### **Gouvernance**

YELEEN, de par sa contribution importante au plan national de développement économique et social, est, depuis avril 2017, suivi de près par le premier ministre et le président du Faso. Plus spécifiquement sur la composante « densification du réseau », le branchement au réseau de la SONABEL permet aux ménages et aux opérateurs économiques de bénéficier du service électrique à très long terme.

### **Genre**

Les femmes sont souvent les responsables de l'approvisionnement en sources d'énergie, autant au niveau financier qu'au niveau de leur temps. Elles accouchent dans l'obscurité, font la cuisine dans des cuisines enfumées et sortent la nuit pour aller aux latrines sans éclairage. Cette action va permettre aux femmes d'améliorer leur qualité de vie, diminuer le risque de violence sexiste (grâce à l'accès à l'éducation) et leur donner de nouvelles opportunités commerciales (directement et indirectement, par exemple à travers la possibilité de charger les téléphones mobiles). L'impact spécifique « genre » devra être déterminé dans la suite de l'instruction. Ce sujet a été identifié comme un point d'attention des études socio-économiques. Gender Action Plan GAP II, plus particulièrement son objectif n° 16 « égalité d'accès et de contrôle en ce qui concerne l'eau potable, l'énergie et les infrastructures de transports, et participation équitable des filles et des femmes à leur gestion ». Cette action contribue donc à l'objectif n° 16 du plan d'action genre II au Burkina Faso: *« égalité d'accès et de contrôle en ce qui concerne l'eau potable, l'énergie et les infrastructures de transports, et participation équitable des filles et des femmes »*.

## **4 DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

#### **Objectifs**

Ce programme s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement l'objectif 7 des ODD, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. L'atteinte de cet objectif est essentielle à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable - de l'éradication de la pauvreté à l'amélioration de la santé, de l'accès à l'éducation, de l'approvisionnement en eau, de l'industrialisation et de l'atténuation du changement climatique. L'action favorise aussi les progrès vers l'obtention de l'ODD 1 par la

création des nouvelles opportunités d'emplois, l'ODD 3 concernant la santé, l'ODD 4 concernant l'éducation et l'ODD 13, concernant les mesures relatives à la lutte contre le changement climatique. Cela n'implique pas d'engagement de la part du pays qui bénéficie de ce programme.

#### **Objectif global:**

L'action vise à contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois à travers une amélioration de l'accès à une énergie durable, fiable et propre au Burkina Faso, principalement en faveur des populations les plus fragiles et en milieu rural.

#### **Objectifs spécifiques:**

- ✓ OS1. contribuer à la croissance socio-économique et la création d'emplois grâce aux opportunités de développement des entreprises privées qui offrent l'énergie ;
- ✓ OS2. améliorer les services sociaux pour les populations fragiles grâce à une augmentation du taux d'accès à l'énergie ;
- ✓ OS3 augmenter la capacité de production d'énergie renouvelable.

#### **Résultats escomptés:**

**R1:** le nombre d'opérateurs économiques et les emplois sont augmentés, en milieu périurbain et en milieu rural.

**R2:** le taux d'accès à l'énergie pour les populations fragiles en milieu périurbain et rural a augmenté.

**R3:** les services sociaux (santé, éducation) ont été améliorés grâce à l'électrification en milieu rural.

**R4:** la capacité de production en termes d'énergie renouvelable est augmentée grâce à l'installation de mini-réseaux et des systèmes solaires individuelles (Solar Home Systems).

## **4.2 Principales activités**

### **Dans le cadre de la composante 2 du programme YELEEN « densification réseau » contribution aux R1 et au R2**

**A.1.1 densification du réseau basse tension** au départ des lignes de la SONABEL afin d'électrifier les localités qui se situent autour du réseau existant.

#### **A.1.2 campagne de branchements sociaux**

### **Dans le cadre de la composante 3 du programme YELEEN « électrification rurale », contribution aux R1, R2, R3 et R4**

**A.2.1 installation et exploitation de mini-réseaux en milieu rural.** Cette activité sera mise en œuvre avec le secteur privé.

**A.2.2 mise en vente de kits solaires avec un système de *Pay-As-You-Go*** pour la commercialisation et le service de kits solaires.

## **4.3 Logique d'intervention**

Le programme YELEEN, vise à faire de l'énergie solaire le cœur de la politique énergétique du Burkina Faso et le moteur de sa croissance économique.

Le programme YELEEN, qui couvre la période 2018-2025 inclut trois composantes (i) développement de la production photovoltaïque sur le réseau et la facilitation de l'intégration de cette production, y compris avec l'ajout de moyens de stockage; (ii) densification du réseau et amélioration de l'accès à travers le réseau SONABEL et; (iii) développement d'un modèle d'électrification rurale viable en s'appuyant sur la génération solaire (mini-réseaux et hors-réseau) et l'utilisation des nouvelles technologies *pay-as-you-go*, appliquées notamment aux systèmes solaires individuels. Chaque volet comporte une phase rapide pour la période 2018-2020 et une phase d'extension pour la période 2020-2025.

Concernant la composante n°1, les investisseurs privés sont intéressés par des partenariats public-privé (IPP) avec le gouvernement pour la production et la vente d'électricité solaire issue de centrales photovoltaïques de grande capacité. D'autres PTF ont prévu de financer des nouvelles centrales solaires photovoltaïques sous forme de prêt (Banque mondiale) ou de subvention (KfW). Dès lors, cette action se concentre sur les autres deux composantes de densification du réseau (composante 2) et d'électrification rurale (composante 3) par le secteur privé, en complément à l'appui technique significatif à l'agence burkinabè d'électrification rurale (préparation de décret de création et statuts, en complément de la loi 2017, création d'un système d'information et de gestion avec l'appui du JRC et soutien à la définition d'une nouvelle vision d'électrification rurale et à sa mise en œuvre opérationnelle).

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

S.O.

### **5.4 Modalités de mise en œuvre**

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la



conformité de l'action aux mesures restrictives<sup>4</sup> affectant les pays de mise en œuvre concernés.

#### **5.4.1 Contribution à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)**

La présente contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités, appelées institutions financières chef de file (« *Lead Financial Institutions* »), et à concurrence des montants indiqués dans l'annexe de la présente fiche d'action.

Les tâches d'exécution budgétaire confiées consistent à exécuter les marchés, subventions, instruments financiers et paiements. L'agence de l'État membre ou l'organisation internationale investie de ces tâches procède au contrôle et à l'évaluation du projet et en dresse un rapport. Les institutions financières chef de file ne sont pas déterminées de manière définitive au moment de l'adoption de la présente fiche d'action, bien que l'AFD et la BAD ont été pressentis, telles qu'énumérées à titre indicatif en annexe.

### **5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

---

<sup>4</sup>

Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante [http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures\\_en.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf)

## 5.6 Budget indicatif

	<b>Contribution de l'UE (montant en EUR)</b>	<b>Contribution indicative de tiers en EUR</b>
5.4.1. Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) <sup>56</sup>	15 000 000	179 000 000
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	Sans objet	s.o.
5.11 – Communication et visibilité	Sans objet <sup>7</sup>	s.o.
Provisions pour imprévus	Sans objet	s.o.
<b>Totaux</b>	<b>15 000 000</b>	<b>179 000 000</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le programme fait intervenir de nombreux intervenants :

- pour les bailleurs de fonds: les institutions financières (à priori l'AFD la BAD) et l'UE ;
- pour la partie nationale : le ministère de l'énergie, le ministère des finances et du développement (MINEFID), la SONABEL, FDE/ABER et l'ANEERE.

Dans le schéma pré-identifié, il est envisagé que l'AFD devrait assurer le leadership pour la présente composante Yeleen de densification du réseau et la BAD pour la partie d'électrification rurale.

Les financements seront octroyés au ministère des finances du Burkina Faso. La maîtrise d'ouvrage et la mise en œuvre des composantes 1 et 2 seront assurées par la SONABEL. Un comité de pilotage, dont la composition reste à définir, sera mis en place pour suivre et piloter le projet.

Une cellule de coordination travaillant sur le programme YELEEN global a été mise en place fin novembre 2017. Elle est pilotée par le ministère de l'énergie, et comprend des représentants de la SONABEL, FDE/ABER et ANEREE. Elle a pour mission de participer à l'évaluation des offres reçues pour les études, de piloter opérationnellement les consultants mobilisés pour ces études et de leur apporter tout le soutien et toutes les informations dont ils auraient besoin.

---

<sup>5</sup> La contribution à la plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP) comprend les frais devant être versés aux institutions financières, tel que défini dans les dispositions contractuelles de chaque projet spécifique.

<sup>6</sup> La contribution à la plateforme d'investissement pour l'Afrique comprend les frais liés aux activités d'évaluation, audit, communication et visibilité de l'action mise en œuvre par l'institution financière.

<sup>7</sup> Inclus dans la contribution AIP.

## **5.8 Suivi des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à la nature de l'action, il ne sera pas procédé à des évaluations à mi-parcours, finales et ex post de la présente action ou ses composantes.

La Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dument justifiée, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre décision de financement.

## **5.10 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit sera couvert par une autre décision de financement.

## **5.11 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

**APPENDICE: LISTE INDICATIVE DE PROJETS/PLAN DE FINANCEMENT**

<b>N.</b>	<b>COMPOSANTE</b>	<b>BENEFICIAIRE</b>	<b>LEAD FINANCIAL INSTITUTION</b>	<b>PIN SUBVENTIONS (EUR)</b>	<b>Contribution indicative de tiers en EUR</b>	<b>Contribution de l'UE (montant en EUR)</b>
1	Densification réseau	Burkina Faso	AFD	7 500 000	115 000 000	122 500 000
2	Électrification rurale	Burkina Faso	BAD	7 500 000	64 000 000	71 500 000